



Fédération des Parents et des Associations
de Parents de l'Enseignement Officiel



Union
Francophone
des Associations
de Parents
de l'Enseignement
Catholique

Enseignement : les parents aussi s'inquiètent

Les syndicats de l'enseignement et le collectif Mars Attacks ont annoncé des actions de protestation et de grève dès ce lundi et jusqu'au 27 mai, date à laquelle le décret-programme de la Fédération Wallonie-Bruxelles doit être soumis au vote du Parlement.

Une grève de dix jours va nécessairement avoir un impact sur les cours donnés ; dans ce cadre, les organisations représentatives des parents et associations de parents d'élèves espèrent que les écoles pourront mettre en place des dispositifs pour éviter le plus possible que le parcours des élèves soit affecté par l'exercice de leur droit d'action collective.

Il faudrait cependant être sourd et aveugle pour laisser croire que ce mouvement arrive dans le néant et que personne n'en porte la responsabilité. Depuis des mois, le monde de l'école est sous tension du fait de l'action du gouvernement Degryse-Glatigny et, nous tenons à le souligner, pas uniquement du fait des économies décidées. Les annonces floues et contradictoires, les réformes de dernière minute, mais aussi la justification de certaines restrictions choquent légitimement : avec 1 € sur 5 des économies décidées dans l'enseignement en 2026 conduisant au définancement de dispositifs de soutien aux élèves les plus défavorisés en FWB, ce sont les épaules des plus faibles qui sont les plus mises à contribution.

Nous appelons le gouvernement Degryse-Glatigny à écouter les différents acteurs de l'école - syndicats enseignants, parents et élèves -, à infléchir leur position et à trouver le chemin d'une sortie de crise.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les données budgétaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles sont connues, mais elles ne doivent pas être l'alpha et l'oméga unique des politiques publiques (sinon, à quoi un Gouvernement sert-il ?): le mal-être des élèves, les inégalités scolaires, les difficultés financières de nombreuses familles, la dégradation à venir de la qualité de l'enseignement du fait de la remise en cause, dans la confusion, du parcours commun des élèves jusqu'en fin de 3e secondaire devraient tout autant mobiliser l'attention publique.

Du moins, si piloter l'École veut encore se conjuguer avec préparer et investir dans l'avenir.

L'avenir de l'enseignement ne peut se construire dans la précipitation et sans concertation avec les acteurs de l'enseignement. Nous demandons de la clarté, des moyens à la hauteur des enjeux et le retour d'une véritable concertation pour construire une école plus égalitaire et accessible à tous.

Contacts presse :

Pour la FAPEO : Véronique de Thier - 0498 19 15 84

Pour l'UFAPEC : Bernard Hubien - 0476 52 74 77

Annexe - De nombreuses décisions politiques inquiètent aussi les parents d'élèves

Les enseignants s'inquiètent des mesures d'économie et des réformes du tronc commun prévues par la ministre de l'Enseignement. Nous aussi.

Le tronc commun remis en cause dans la confusion: quel parcours futur des élèves?

Les annonces contradictoires et les promesses de clarifications sur la mise en pause ou la remise en question du tronc commun se sont multipliées depuis la première annonce d'une décision en ... février 2025 ! 15 mois plus tard, les incertitudes restent totales, les 2e et 3e secondaires ne sont toujours pas fixées alors que la promesse publique avait été faite pour qu'elles le soient en mars 2026. Les règles changeront donc dans le futur, les inscriptions des élèves sont terminées et les écoles sont déjà loin dans la préparation de la rentrée prochaine.

Le tronc commun impulsé par les Ministres Milquet puis Schyns avait pour objectif de lutter contre les inégalités scolaires et contre l'orientation trop précoce des élèves ; les "voies" annoncées par le gouvernement Degryse poursuivront les mécanismes de relégation tout en faisant redériver l'ardoise budgétaire de la FWB.

Décrochage scolaire : recul sur les ambitions

Depuis la crise sanitaire, nous alertons sur l'ampleur du mal-être des jeunes et ses conséquences sur le décrochage scolaire.

Alors que les chiffres sont de plus en plus alarmants, le décret de lutte contre le décrochage scolaire est d'abord reporté, et les annonces actuelles laissent croire qu'il serait désormais vidé de sa substance. Derrière ces chiffres, ce sont des situations de souffrance qui demandent une réponse à la hauteur des dégâts.

Gratuité scolaire et repas chauds : des reculs inquiétants

La gratuité des fournitures scolaires a été étendue par décret jusqu'à la sixième primaire en septembre passé par un décret qui reconnaissait par là - enfin ! - que c'est un droit fondamental

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

de tous les enfants, sans distinction. Mais la financer correctement : quelle pourra être la qualité du matériel mis à disposition de nos enfants ? Ensuite, malgré deux camouflets du Conseil d'Etat, le gouvernement Degryse change à nouveau de cap et souhaite désormais priver les enfants de primaire de gratuité pendant un an. Les droits des enfants ne sont pourtant pas une variable d'ajustement !

Dans le même temps, la fin de la gratuité des académies pour les moins de 12 ans représentera un coût supplémentaire de 94 euros par enfant et par an pour les familles.

Nous continuons de tirer la sonnette d'alarme sur le définancement du dispositif de repas chauds complets destinés aux enfants les plus précarisés. Ce définancement est si massif qu'aucune école concernée n'a pu à ce stade confirmer qu'elle sera encore en capacité d'organiser des repas scolaires complets de qualité l'an prochain. Pour ces enfants, le repas à l'école était souvent le seul repas chaud de la journée.

Bâtiments scolaires : ça se dégrade toujours

Partout en Fédération Wallonie-Bruxelles, l'état de nombreux bâtiments scolaires est préoccupant (sanitaires, isolation, fuite d'eau, humidité, ...). Or la ministre a gelé les moyens accordés à la rénovation des bâtiments scolaires.